.ENV.

IMIO0101420000035360

Wallonie

ır, le 28 MARS 2024

2023 - E 35665

Collège communal de et à Braine-l'Alleud
Avenue du 21 juillet, 1
1420 BRAINE-L'ALLEUD

RECOMMANDÉ AR

Objet : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement
Notification de la décision prise sur recours

Résumé du recours :	
Projet :	Exploiter une prise d'eau souterraine existante dont le n° de dossier de recours est **10013552** et le n° de dossier de première instance est **10011825**.
Établissement :	PUITS JOLLY P1 CAMPAGNE DE LA FERME DU MOULIN à 1401 NIVELLES (Baulers)
Exploitant(s) :	ADF JOLLY Ferdinand et Christophe Rue de la Montagne, 5 à 1460 ITTRE
Décision querellée :	Octroi le 04/12/2023 du permis d'environnement. Le rapport de synthèse vaut décision en l'absence de décision dans les délais impartis.

Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours exercé contre la décision querellée mentionnée ci-dessus.

Le contenu de cette décision sera porté à la connaissance du public conformément aux dispositions de l'article D.29 22, § 2, du livre 1er du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Mesdames, Messieurs les Membres du Collège communal, l'assurance de mes salutations distinguées.

La Ministre de l'Environnement,

Céline TELLIER

Permis d'environnement

Références : 10013552

REGION WALLONNE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-Être animal

Vu le Code de l'Environnement ;

Vu le Code du Développement territorial (CoDT) ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine ;

Vu l'autorisation n° 05930949 en cours de validité délivrée par le Collège communal en date du 03/06/2019 pour un terme expirant le 12/03/2039 pour le forage d'une nouvelle prise d'eau - Puits Jolly P1 ;

Vu l'ensemble des pièces des dossiers de première instance et de recours ;

Vu la demande introduite, en date du 27/07/2023, par laquelle :

ADF JOLLY Ferdinand et Christophe

Rue de la Montagne, 5 à 1460 ITTRE,

ci-après dénommé l'exploitant, sollicite un permis d'environnement pour exploiter, suite aux essais de pompage réalisés, une prise d'eau (puits Jolly P1) d'un débit annuel de 35.000 m³, destinée à l'irrigation de cultures (légumes et céréales), situé dans un établissement situé campagne de la ferme du moulin à 1401 NIVELLES (Baulers) ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Considérant que la demande de permis d'environnement a été déposée à l'administration communale le 19/07/2023, transmise par celle-ci au Fonctionnaire technique par envoi postal du 26/07/2023 et enregistrée dans les services du Fonctionnaire technique en date du 27/07/2023 ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 10/08/2023 par courrier du Fonctionnaire technique ; que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à exploiter, suite aux essais de pompage réalisés, une prise d'eau (puits Jolly P1) d'un débit annuel de 35.000 m³, destinée à l'irrigation de cultures (légumes) ;

Considérant que l'établissement projeté se situe sur la parcelle cadastrale suivante :

Identification sur le plan	Référence cadastrale	Statut dans le formulaire
P001	NIVELLES 1 DIV section B parcelle n° 0002 E	NOUVEAU

Considérant que, à l'analyse de la demande, les installations et/ou activités visées par le projet sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol :

N° 41.00.03.02 – Classe 2
Installation pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau supérieure à 10 m³/jour ou à 3.000 m³/an et inférieure ou égale à 10.000.0000 m³/an.

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre I^er du Code de l'Environnement ;

Considérant que les rubriques de classement concernées pour le projet le rangent en seconde classe ; que, dès lors, une étude d'incidences sur l'environnement ne s'impose pas d'office ;

Considérant, à ce sujet, qu'en date du 10/08/2023, le Fonctionnaire technique a dispensé le projet d'étude d'incidences sur l'environnement ; que cette décision est motivée comme suit :

« Lors de l'analyse relative au caractère complet et recevable de votre demande, il a été procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement.

À l'examen du dossier de demande, les nuisances les plus significatives portent sur le risque de pollution du sol, du sous-sol et des eaux souterraines.

Au vu du descriptif des activités, dépôts et installations et des mesures prises par l'exploitant ou prévues dans son projet, l'ensemble de ces incidences ne doit pas être considéré comme ayant un impact notable.

En effet, le forage a été réalisé et les essais de pompage ont été autorisés et effectués selon les conditions imposées pour ce type d'ouvrage par la Direction des Eaux souterraines. Il s'agit d'une demande d'autorisation faisant suite à ces essais de pompage.

En ce qui concerne les autres compartiments de l'environnement, le projet engendre des nuisances pouvant être qualifiées de nulles ou mineures. D'autre part, il n'y a pas lieu de craindre d'effets cumulatifs avec des projets voisins de même nature.

La notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement. La population intéressée recevra dès lors l'information qu'elle est en droit d'attendre et l'autorité appelée à statuer est suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement. » ;

Considérant que le formulaire de demande de permis vaut notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ; que cette notice est complète en identifiant, décrivant et évaluant les incidences probables directes et indirectes du projet sur la population et la santé humaine ; la biodiversité, en accordant une attention particulière aux espèces et aux habitats protégés ; le bien-être animal ; les terres, le sol, le sous-sol, l'eau, l'air, le bruit, les vibrations, la mobilité, l'énergie et le climat; les biens matériels, le patrimoine culturel et le paysage ; ainsi que sur l'interaction entre ces facteurs ;

Considérant que la notice d'évaluation des incidences, les plans et les autres documents constitutifs du dossier synthétisent suffisamment les principaux paramètres écologiques du projet sur l'environnement, que la population intéressée a pu, dès lors, recevoir l'information qu'elle était en droit d'attendre et que l'autorité appelée à statuer a été suffisamment éclairée sur les incidences possibles du projet sur l'environnement ;

Vu l'avis réputé favorable du SPW ARNE - Direction de Mons du Département de la Nature et des Forêts relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 30/08/2023 au 13/09/2023 sur le territoire de la commune de Braine-l'Alleud, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 30/08/2023 au 13/09/2023 sur le territoire de la ville de Nivelles, duquel il résulte que la demande n'a rencontré aucune opposition ni observation écrite ou orale ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 30/08/2023 au 13/09/2023 sur le territoire de la commune d'Ittre, duquel il résulte que la demande a fait l'objet d'oppositions ou observations ;

Vu la synthèse des réclamations qui est la suivante :

« [...] Nous comprenons que les fréquentes périodes de sécheresse puissent mettre à mal l'activité économique de nos agriculteurs, et que dès lors de nouveaux moyens d'irrigation soient

nécessaires pour permettre le maintien de la rentabilité des cultures de céréales et de légumes et assurer aussi nos besoins alimentaires.

Cependant, nous émettons un ***avis défavorable à la version actuelle du permis d'environnement demandé sans étude d'incidence sur l'environnement (EIE) de ce projet.***

En effet, nous estimons que ***ce volume de prélèvement dans les nappes phréatiques (35000 m^3 par an) est considérable, soit près de 200 m^3 par jour en période d'irrigation équivalent à 4 piscines de 25 m^2****, et nécessite dès lors une étude d'impact sur l'environnement dans le contexte des objectifs fixés dans le cadre de* ***la Directive-cadre européenne sur l'Eau****, visant à protéger, améliorer et restaurer les masses d'eau de surface et souterraines des districts hydrographiques internationaux, dont celui de l'Escaut, et par* ***la Région Wallonne à travers sa stratégie intégrale sécheresse et l'approbation récente de ses troisièmes Plans de gestion par district hydrographique (PGDH 3), notamment afin de protéger ses ressources.***

Nous citons ici la Ministre de l'Environnement du Gouvernement Wallon : Céline Tellier : « Les ressources hydriques de la Wallonie restent actuellement suffisantes pour assurer nos besoins. Toutefois, les projections scientifiques nous montrent que nous allons faire face à l'avenir à des épisodes de sécheresse de plus en plus sévères et récurrents. Nous devons nous assurer d'avoir un plan de gestion efficace en cas de risque de pénurie d'eau, et ce, afin d'assurer notre sécurité d'approvisionnement. Nous ne pouvons pas prédire l'avenir mais nous pouvons nous y préparer. »

Il nous semble d'autant plus important de demander cette étude d'impact sur l'environnement que :

1. *le forage est situé dans une portion du territoire qui est située dans une zone vulnérable du point de vue de la protection des eaux souterraines et fixée par l'arrêté ministériel du 28 juillet 1994 comme la zone vulnérable des Sables bruxelliens (annexe 05, demande de permis de forage, section 'analyse du dossier', page 2) ;*
2. *il existe déjà 11 prises d'eau souterraine en activité dans un rayon de 2500 m autour de ce puits étudié (Puits Jolly P1), selon l'analyse de la demande de permis (annexe 05, demande de permis de forage, section 'analyse du dossier', page 2). Un seul captage, celui de Vivaqua, a été monitoré durant l'essais de pompage réalisé pour cette demande de permis ;*
3. *les essais ont été réalisés dans le courant d'une année dont les précipitations étaient supérieures à la moyenne renseignée par l'IRM (Voir observation n° 2).*

Nous vous remercions de permettre de clarifier l'impact sur l'environnement de cette demande et de permettre, si nécessaire, de modifier un dossier en amont plutôt qu'après sa publication.

Ci-dessous nous vous communiquons six observations et demandes établies sur base de la lecture du dossier et de notre analyse de la réglementation en vigueur et/ou des objectifs du gouvernement Wallon compétent dans la matière.

En vous souhaitant une bonne lecture, nous vous prions de recevoir, Monsieur le Bourgmestre, Mesdames les Échevines, Messieurs les Échevins, l'expression de nos sentiments distingués.

Pour le collectif de citoyens [...]

Liste des observations

Observation 1 – Il y a plusieurs discordances entre la demande de permis de forage et la réalisation du forage :

- *La demande de permis stipule que le forage demandé sera fait dans les couches des sables de Lede et Bruxelliens (Annexe 05, demande de permis de forage, section 'analyse du dossier', page 2). Cependant, le forage n'a pas rencontré de nappe d'eau suffisante et a été prolongé jusque dans les failles du massif cambrien du Brabant (Annexe 06, rapport de forage, 'Contexte général', page 1) pour exploiter l'aquifère de fracture que constituent les terrains du socle cambrien.*

- *La demande de permis stipule que le forage ne dépassera pas 60 mètres de profondeur. Voir Annexe 05, Article 4 'Conditions d'exploitations particulières applicables à l'établissement en matière d'eaux souterraines', page 11. Or, le rapport de forage (Annexe 06, section 3.1 'Réalisation du forage', page 4) stipule que le forage a été réalisé jusqu'à une profondeur de 107 mètres. La demande de permis d'environnement précise également cette profondeur (Voir formulaire annexe 1/03, page 8, profondeur à laquelle la pompe est installée : 102-106 m).*

Ces discordances remettent donc en question l'autorisation qui a été donnée de ne pas requérir d'étude d'incidence sur l'environnement (EIE) puisque ces conditions reprises dans la section B « Conditions particulières eaux souterraines » (annexe 05, page 8) ne sont pas respectées.

Demande n° 1 : nous demandons qu'une étude d'impact sur l'environnement soit menée, considérant que ce pompage au plus profond des nappes disponibles pourrait aggraver la ressource d'eau que constituent les nappes aquifères des sables Bruxelliens, ressource soulignée dans la demande de permis comme étant importante au niveau régional pour la fourniture d'eau publique (Voir annexe 05, 'Analyse du dossier', page 2).

L'étude devrait étudier l'impact sur les nappes aquifères, sur le niveau des ruisseaux et rivières alimentés par ces nappes et sur la biodiversité qui en résulte. A ce titre, près de 90 % des végétaux situés dans le bassin de ce réseau hydrographique résistent aux sécheresses par la mycorhize, c.à.d., la symbiose entre champignons et végétaux, qui amène les champignons mycorhiziens à alimenter en eau et minéraux ces végétaux lorsque ceux-ci sont soumis à sécheresse.

Observation 2 – En juillet 2021, le Gouvernement de Wallonie a approuvé la stratégie intégrale sécheresse. *Ce programme prévoit de déterminer les seuils critiques des nappes souterraines et des cours d'eau. Dans le cas de la demande du puits Jolly P1, les essais ont été réalisés au cours de l'année 2021 qui fut particulièrement pluvieuse (1038,8 mm – Total des précipitations – données IRM) et supérieure à la moyenne (838,00 mm – Moyenne du total des précipitations, données IRM) en comparaison avec l'année 2022 (701,4 mm – Total des précipitations selon l'IRM). L'absence de venue d'eau dans les couches de sables bruxelliens (Voir observation 1) en 2021 devrait nous alerter quant à savoir quels sont les seuils critiques à ne pas dépasser au droit de ce forage. De plus le demandeur ne prévoit pas de placement de sonde piézométrique qui permettrait d'indiquer si un seuil d'alerte est dépassé.*

Demande n° 2 : nous demandons une étude de ces seuils critiques du niveau de l'eau dans les nappes souterraines et les cours d'eau de la zone impactée, ainsi que le placement de moyen de mesure permanent du niveau de ces nappes. Cette étude permettrait de factualiser l'impact de la

demande déposée et l'effet cumulatif à d'autres prélèvements d'eau souterraine déjà autorisés sur les nappes phréatiques en question.

Observation 3 – De même la stratégie intégrale sécheresse *demande de tester la recharge hivernale des nappes. Cette demande est d'autant plus justifiée que les essais ont été réalisés au cours d'une année pluvieuse (2021). Voir ci-dessus l'observation n° 2 pour les données de précipitation annuelle.*

Demande n° 3 : nous demandons qu'une étude soit menée afin de tester la recharge hivernale des nappes impactées.

Observation 4 – La stratégie intégrale sécheresse *demande aussi de prioriser les usages de l'eau en cas de conflit. A ce titre, le Gouvernement Wallon vient d'approuver un avant-projet de détermination des priorités d'usage en cas de sécheresse. Il en va de la survie des écosystèmes aquatiques, souvent situés bien loin en aval de la zone d'irrigation, et le maintien à long terme de la biodiversité.*

Demande n° 4 : nous demandons que des précisions soient données dans le permis afin de classifier l'usage de l'eau en cas de conflit et / ou de réguler les prélèvements d'eau dans les nappes impactées en fonction des conditions hydriques. Pour rappel, seules des cultures à hautes valeur ajoutée rentreraient dans les priorités d'approvisionnement.

Observation 5 – La demande de permis stipule que le forage est destiné à fournir de l'eau d'irrigation aux cultures situées sur les parcelles de terrain mentionnées dans l'annexe 8 'Inventaire parcellaire'. *Le permis devrait exclure explicitement le prélèvement d'eau destiné à l'irrigation d'autres terrains ou à d'autres usages. Techniquement, il n'est pas exclu de remplir des camions citernes et de transporter l'eau vers d'autres lieux et usages.*

Demande n° 5 : nous demandons que ce permis soit donné à l'usage exclusif des parcelles répertoriées dans la demande de permis.

Observation 6 – Enfin, la stratégie intégrale sécheresse *demande aussi d'étudier et investir dans des alternatives de fourniture d'eau à l'agriculture, en premier lieu par la création de retenue d'eau collinaire, et permettre ainsi des réserves d'eau d'irrigation. Ces alternatives demandent une concertation des pouvoirs publiques en concertation avec les agriculteurs.*

Demande n° 6 : nous demandons qu'un plan global des besoins en eau de nos agriculteurs soit établi et de répondre à leurs besoins futurs et existants par l'investissement dans ces retenues d'eau collinaires. » ;

Vu l'avis défavorable du Collège communal de ITTRE, envoyé le 03/10/2023 ;

Vu l'avis favorable du Collège communal de BRAINE-L'ALLEUD, envoyé le 17/10/2023 ;

Vu l'avis, réputé favorable par défaut, du SPW TLPE - DATU - Direction du Brabant wallon – Urbanisme ;

Vu l'avis favorable du SPW ARNE - DRCB - Direction du Développement rural - Wavre, envoyé le 29/08/2023 ;

Vu l'avis favorable de Vivaqua, envoyé le 08/09/2023 ;

Vu l'avis, favorable sous conditions, du SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux Souterraines de Mons, envoyé le 05/10/2023 ;

Vu la prorogation de 30 jours des délais notifiée par le Fonctionnaire technique compétent en première instance, en date du 18 octobre 2023, dans le délai légal prescrit ;

Vu le rapport de synthèse comportant un avis favorable conditionnel du Fonctionnaire technique transmis en date du 20/11/2023 au collège communal et reçu en date du 21/11/2023 ;

Vu le rapport de synthèse de 1ère instance du 20 novembre 2023, faisant office de décision, accordant à ADF JOLLY Ferdinand et Christophe, rue de la Montagne, 5 à 1460 ITTRE, un permis d'environnement pour exploiter, suite aux essais de pompage réalisés, une prise d'eau (puits Jolly P1) d'un débit annuel de 35.000 m³, destinée à l'irrigation de cultures (légumes), situé dans un établissement situé campagne de la ferme du moulin à 1401 NIVELLES (Baulers) ;

Considérant que cette décision a été notifiée au demandeur, au Fonctionnaire technique compétent en 1ère instance ainsi qu'aux Collèges communaux d'ITTRE et de BRAINE-L'ALLEUD, en date du 19 décembre 2023 ; que le demandeur a reçu ladite décision en date du 22 décembre 2023 ; qu'elle a été affichée, aux endroits prescrits du 2 au 22 janvier 2024 inclus sur le territoire de la ville de NIVELLES, du 21 décembre 2023 au 9 janvier 2024 inclus sur le territoire de la commune de BRAINE-L'ALLEUD et du 28 décembre 2023 au 18 janvier 2024 inclus sur le territoire de la commune d'ITTTRE ;

Vu le recours introduit par De Bolle Frans, ferme Smette, 4 à 1461 HAUT-ITTRE, en date du 15/12/2023, contre le rapport de synthèse susvisé ;

Considérant que le Fonctionnaire technique compétent en 1ère instance ayant pris l'acte attaqué, le Collège communal de Nivelles et la Ministre de l'Environnement ont été informés de l'introduction du recours ;

Vu l'avis, réputé favorable par défaut sur recours, du SPW TLPE – DATU – Direction juridique, des Recours et du Contentieux ;

Vu l'avis, FAVORABLE conditionnel sur recours, du SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux Souterraines, en date du 5 janvier 2024, rédigé comme suit :

*« [...] La Direction des Eaux souterraines (DESo) confirme son avis **favorable conditionné tel qu'émis en première instance** envers le projet d'exploitation de l'ouvrage de prise d'eau 39/7/1/014*
Puits Jolly P1.

- ***Comment justifions-nous cet avis ?***

Considérant que le forage de l'ouvrage 39/7/1/014 Puits Jolly P1 et l'exploitation de celui-ci dans le cadre de pompage d'essai ont été autorisés par le permis d'environnement 30949 & D3400/25072/RGPED/2019/2/MLI/jd – PE octroyé par le Collège échevinal de Nivelles en sa séance du 4 juin 2019 ;

Considérant qu'à défaut pour le Collège de Nivelles d'avoir notifié sa décision dans le délai prescrit (11 décembre 2023), le rapport de synthèse, qui comporte un avis favorable du Fonctionnaire technique, constitue l'acte d'octroi du permis d'environnement visant l'exploitation de l'ouvrage de prise d'eau Puits Jolly P1 ;

Considérant que l'habitation du requérant, sise Ferme Smette, 4 à 1461 ITTRE (Haut-Ittre) est implantée au point de coordonnées Lambert X = 145.870 m et Y = 146.750 m ;

Considérant que l'ouvrage de prise d'eau 39/7/1/014 exploité par ADF JOLLY Ferdinand et Christophe est implanté au point de coordonnées Lambert X = 146.232 m et Y = 146.807 m ;

Considérant que dans ces conditions, l'ouvrage de prise d'eau 39/7/1/014 est implanté à environ 372 mètres de l'habitation du requérant ;

Considérant que l'ouvrage de prise d'eau 39/7/1/014 est implanté de manière isolée, dans un environnement purement agricole ; que la zone de prise d'eau imposée par l'article R150 du Code de l'Eau peut être établie ;

Considérant que le requérant relève que le puits exploité par ADF JOLLY Ferdinand et Christophe se situe à 5 mètres de sa propriété et à plus ou moins 30 mètres de son habitation ; que la Direction des Eaux souterraines n'a pas connaissance de l'existence d'un ouvrage de prise d'eau souterraine implanté aux abords proches de l'habitation du requérant ;

Considérant de ce qui précède, que l'installation décrite et dénoncée par le requérant ne peut, dans les faits, correspondre à l'ouvrage 39/7/1/014 Puits Jolly P1 ;

Considérant que la pompe (débit nominal de 45 m³/h) immergée dans le puits à la profondeur de 104 mètres n'est pas susceptible de générer des vibrations et/ou des nuisances sonores perceptibles en surface et qui plus est à longue distance ;

Considérant que lors de l'essai de longue durée (18 jours au débit moyen de 41,6 m³/h), le Bureau Conseil en Géologie à Namur, n'a pas relevé de trouble ou d'anomalie pouvant générer des effets perceptibles à la surface du sol ;

Considérant que la problématique du charroi ne relève pas des compétences de la Direction des Eaux souterraines. » ;

Vu l'avis FAVORABLE conditionnel sur recours du SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule bruit, en date du 9 janvier 2024, rédigé comme suit :

« [...]

1. Examen de la demande

La demande d'avis vise le recours introduit par un tiers intéressé contre le permis délivré le 04 décembre 2023 par le Collège communal de NIVELLES pour exploiter une prise d'eau souterraine.

La Cellule Bruit n'avait pas été consultée dans le cadre de la procédure en 1re instance.

2. Norme de niveaux sonores

2.1. Normes applicables

Les valeurs limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

La prise d'eau est implantée en zone agricole au plan de secteur. Les valeurs limites de bruit à respecter sont donc de 50 dB(A) la journée, 45 dB(A) en période de transition et le dimanche, et 40 dB(A) la nuit.

Les limites de la première zone d'habitat à caractère rural sont à plus de 700 m de distance.

Il y a des habitations sises en zone agricole, dont la plus proche est à l'Ouest, à environ 372 m de distance.

En zone agricole, les valeurs limites doivent être respectées dans un périmètre de quatre mètres autour des locaux habités, valablement autorisés à la date du permis ou de la déclaration (art.21, al.2 des conditions générales).

Le bruit particulier lié à l'exploitation de l'établissement est examiné hors circulation des véhicules, conformément à l'article 18 alinéa 2 des conditions générales qui précise que : "Ne sont pas pris en compte, pour les présentes conditions, les bruits liés à la circulation des véhicules et aux engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction".

2.2. Analyse du recours

Le requérant fait état des nuisances sonores subies à cause, selon lui, de l'exploitation de la prise d'eau autorisée par le permis du 04 décembre 2023 par le Collège communal de NIVELLES. Il indique ne pas avoir pu communiquer ses doléances lors de l'enquête publique.

A la lecture du dossier du recours, il s'avère qu'à défaut pour le Collège communal de NIVELLES d'avoir notifié sa décision dans le délai prescrit - à savoir le 11 décembre 2023, c'est le rapport de synthèse, comportant un avis favorable du Fonctionnaire technique, qui constitue l'acte d'octroi du permis d'environnement sollicité.

En conséquence, la Cellule Bruit examine le recours en se référant au rapport de synthèse du Fonctionnaire technique réf. : 10011825/MLI.ec du 20 novembre 2023.

Le requérant évoque « un bruit permanent jour et nuit et ceci pendant 6 mois ». *Il précise aussi que sa* « maison d'habitation se trouve à peine à 30 m de l'endroit de pompage ». *Selon lui* « ils pompent tous les 20 min une citerne » « qu'ils emmènent vers des champs à Ittre ». *Pour lui* « ces pompages illégaux entraînent des nuisances sonores infernaux jour et nuit ».

L'ouvrage de prise d'eau concerné par le permis délivré, dénommé « PUITS JOLLY P1 », référencé comme 39/7/1/014 dans la banque de données de la Direction des Eaux souterraines (exploitation

n° 2023/2/C/00006), est implantée sur la parcelle cadastrée, ou l'ayant été : NIVELLES - 1DIV - section B - n° 002 E, aux coordonnées LAMBERT (72) : X = 146.232 et Y = 146.807.

Selon l'outil cartographique WalOnMap, cet ouvrage se trouve à plus de 372 m de distance de l'habitation du requérant, laquelle est située rue Ferme Smette 4, 1461 Haut Ittre.

Les conditions particulières du permis délivré (rapport de synthèse) « ESO : OUVRAGE DE PRISE D'EAU SOUTERRAINE » *précisent que* « La prise d'eau souterraine est destinée l'irrigation pour 100 % ».

Selon le formulaire de la demande de permis « l'irrigation sera réalisée (...)essentiellement durant le mois d'avril à septembre et de préférences de nuit ou en début/fin de la journée. L'irrigation se fera par passe à raison d'environ 8 à 10 h de pompage uniquement en cas de besoin ». *L'installation fonctionne donc principalement pendant les périodes de « transition » et de « nuit » des conditions générales.*

Selon le formulaire de la demande de permis, l'alimentation électrique du dispositif de la prise d'eau est assurée par un groupe électrogène à moteur diesel d'une puissance nominale de 60 kVA, insonorisé. L'infrastructure d'adduction de l'eau prélevée est constituée d'un réseau d'irrigation existant, enterré en bordure de parcelles agricoles (hydrants réguliers).

Selon les informations disponibles sur Internet, le niveau sonore des groupes électrogènes insonorisés ne dépasse pas 90 dB quand un groupe à essence ou diesel développe 105 dB et plus.

Dans la zone de prévention rapprochée d'un ouvrage de prise d'eau, le stockage aérien de plus de cent litres d'hydrocarbures est interdit. Le groupe électrogène devrait donc être implanté en dehors de cette zone (art. R.169, du Code de l'Eau).

À 362 m, la distance minimale séparant en champ libre la limite de la zone de prévention rapprochée de l'ouvrage de la prise d'eau de l'habitation du requérant, le fonctionnement d'un groupe électrogène insonorisé à niveau Lp, 1 m 91 dB(A) générerait dans l'environnement les niveaux sonores inférieurs à 40 dB(A).

La valeur limite nocturne de bruit, la plus restrictive, pourrait être dépassée si le groupe électrogène fonctionnait à moins de 300 m de distance des habitations des tiers.

2.3. Conclusions

Pour autant que le groupe électrogène faisant fonctionner le dispositif de la prise d'eau est insonorisé et silencieux, son niveau de la pression sonore Lp à 1 m est inférieur à 91 dB(A), les valeurs limites de bruit des conditions générales devraient être respectées, pour toutes les périodes.

Sans préjudices des exigences du Code de l'Eau, ce qui ne relève pas de la compétence de la Cellule Bruit, l'exploitant doit positionner un tel groupe à plus de 300 m de distance des habitations des tiers.

Les nuisances sonores exposées dans le recours, concernant, selon le requérant, une installation /activité située « à peine à 30 m » de son habitation, semblent donc provenir d'une autre installation/ activité que celle autorisée par le permis sujet au recours.

La Cellule Bruit ignore si cette installation/activité aurait un lien quelconque avec le fonctionnement de l'ouvrage de la prise d'eau situé à plus de 372 m de distance de l'habitation du requérant.

Si, comme déclare l'exploitant dans le formulaire de la demande de permis, l'infrastructure d'adduction de l'eau prélevée est constituée d'un réseau d'irrigation existant, enterré en bordure de parcelles agricoles (hydrants réguliers), aucun transport de l'eau par des camions citernes, ne serait, à priori, nécessaire.

3. Avis

La Cellule Bruit émet un avis ***favorable sous conditions au projet.*** *» ;*

Vu la prorogation de 30 jours des délais notifiée par le Fonctionnaire technique compétent sur recours, en date du 6 février 2024, dans le délai légal prescrit ;

Considérant que la demande de permis d'environnement a été réceptionnée par le Fonctionnaire technique compétent en 1ère instance en date du 27 juillet 2023 ; que la décision relative au caractère complet et recevable de la demande a été notifiée au demandeur en date du 10 août 2023 au plus tard, suivant les dispositions de l'article 20, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement (date réception de la demande à la DPA + vingt jours) ;

Considérant que le Fonctionnaire technique compétent en première instance disposait de 70 jours (art. 32), à dater du 10 août 2023, pour envoyer son rapport de synthèse à l'autorité compétente ;

Considérant qu'en date du 19 octobre 2023, le Fonctionnaire technique compétent en première instance a signifié la prorogation de 30 jours du délai pour envoyer son rapport de synthèse ; que cette prorogation a été envoyée dans le délai légal prescrit selon les dispositions de l'article 32 du décret du 11 mars 1999 précité ;

Considérant que le Fonctionnaire technique compétent en première instance a notifié son rapport de synthèse à l'autorité compétente en date du 20 novembre 2023, dans le délai légal prescrit ; que l'autorité compétente a réceptionné le rapport de synthèse en date du 21 novembre 2023 ;

Considérant qu'en application de l'article 35 du décret du 11 mars 1999 précité, l'autorité compétente disposait, à dater de la réception du rapport de synthèse, d'un délai de 20 jours pour envoyer sa décision, soit jusqu'au 11 décembre 2023 inclus au plus tard ;

Considérant que l'autorité compétente a envoyé sa décision, au demandeur, au Fonctionnaire technique compétent en première ainsi qu'aux Collèges communaux d'ITTRE et de BRAINE-L'ALLEUD, en date du 12 décembre 2023, hors délai légal prescrit ;

Considérant qu'en l'absence de notification de la décision de l'autorité compétente et selon les dispositions de l'article 37 du décret du 11 mars 1999 susvisé, le rapport de synthèse du Fonctionnaire technique compétent en première instance doit être notifié au demandeur ; que tel

fut le cas en l'espèce puisque ledit rapport a été notifié au demandeur ainsi qu'aux Collèges communaux d'ITTRE, de BRAINE-L'ALLEUD et de NIVELLES, en date du 19 décembre 2023 ;

Considérant qu'il n'y a pas de recours introduit contre le rapport de synthèse de 1ère instance faisant office de décision ; que les conditions d'exploitation imposées dans l'arrêté du Collège communal précité sont identiques à celles du rapport de synthèse de 1ère instance ; que la question se pose de savoir si ce recours était malgré tout recevable alors qu'il était dirigé contre *« une décision dépourvue de tout effet juridique »*, à savoir la décision qui n'a pas été notifiée dans le délai requis ;

Considérant que le Conseil d'Etat n° 225.629 du 28 novembre 2013 a considéré que : *« eu égard à l'insécurité juridique née de la notification irrégulière de la décision de refus de permis, il y a lieu d'interpréter ce recours comme étant dirigé à la fois contre la décision explicite de refus (...) mais également contre la décision implicite de refus de permis* (le rapport de synthèse était défavorable). » ;

Considérant qu'il convient d'appliquer le même raisonnement et de déclarer le recours introduit recevable ;

Considérant que le Fonctionnaire technique sur recours a rendu l'avis suivant :

« *Le projet porte sur l'exploitation d'une prise d'eau souterraine (Puits Jolly P1) pour un débit annuel maximal de 35 000 m³, destinée à l'irrigation de cultures ;*

Considérant, en ce qui concerne les nuisances sonores, que les valeurs limites de bruit applicables sont celles du tableau 1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant que l'ouvrage de la prise d'eau est implanté en zone agricole au plan de secteur ; qu'il peut fonctionner pendant toutes les périodes des conditions générales : « jour », « transition » et « nuit » ;

Considérant que les limites de la première zone d'habitat à caractère rural au plan de secteur sont à plus de 700 m de distance de l'ouvrage ; qu'il y a des habitations sises en zone agricole, dont la plus proche est à l'Ouest, à environ 372 m de distance de l'ouvrage de prise d'eau ;

Considérant que les valeurs limites de bruit à respecter sont de 50 dB(A) le « jour », 45 dB(A) en période de « transition » et le dimanche, et 40 dB(A) la « nuit » ; qu'en zone agricole, les valeurs limites doivent être respectées dans un périmètre de quatre mètres autour des locaux habités, valablement autorisés à la date du permis ou de la déclaration ;

Considérant que le requérant évoque dans le recours « ... un bruit permanent jour et nuit et ceci pendant 6 mois » ; que sa « maison d'habitation se trouve à peine à 30 m de l'endroit de pompage » ;

Considérant que l'ouvrage de prise d'eau concerné par le permis délivré, dénommé « PUITS JOLLY P1 », référencé comme 39/7/1/014 dans la banque de données de la Direction des Eaux souterraines (exploitation n° 2023/2/C/00006), est implantée sur la parcelle

cadastrée, ou l'ayant été : NIVELLES - 1DIV - section B - n° 002 E, aux coordonnées LAMBERT (72) : X = 146.232 et Y = 146.807 ;

Considérant que selon l'outil cartographique WalOnMap, cet ouvrage se trouve à plus de 372 m de distance de l'habitation du requérant située rue Ferme Smette, 4 à 1461 Haut Ittre ;

Considérant que dans le formulaire de la demande de permis l'exploitant déclare que l'alimentation électrique du dispositif de la prise d'eau est assurée par un groupe électrogène à moteur diesel d'une puissance nominale de 60 kVA, insonorisé ;

Considérant que, selon les informations publiquement disponibles, le niveau sonore des groupes électrogènes insonorisés ne doit pas dépasser les 91 dB quand un groupe à essence ou diesel sans insonorisation développe 105 dB et plus ;

Considérant que pour autant que le groupe électrogène faisant fonctionner le dispositif de la prise d'eau est insonorisé et le plus silencieux possible, son niveau de la pression sonore Lp à 1 m est inférieur à 91 dB(A), les valeurs limites de bruit des conditions générales devraient être respectées, pour toutes les périodes ;

Considérant que la valeur limite nocturne de bruit, la plus restrictive, serait respectée si le groupe électrogène fonctionne à plus de 300 m de distance des habitations des tiers ; que l'implantation du groupe électrogène doit se faire sans préjudices des exigences et obligations fixées par le Code de l'Eau ;

Considérant que le SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des pollutions – Cellule Bruit a rendu un avis favorable conditionnel sur recours ; que ces conditions font partie intégrante de la présente décision ;

Considérant, en ce qui concerne les eaux souterraines, que le forage de l'ouvrage Puits Jolly P1 et l'exploitation de celui-ci dans le cadre de pompage d'essai ont été autorisés par le permis d'environnement 30949 & D3400/25072/RGPED/ 2019/2/MLI/jd – PE octroyé par le Collège échevinal de Nivelles en sa séance du 4 juin 2019 ;

Considérant les données contenues dans le « **Rapport de forage et de pompages d'essai – ADF JOLLY Ferdinand et Christophe – Réalisation d'un nouvel ouvrage de prise d'eau Puits Jolly P1 39/7/1/014-CAMPAGNE DE LA FERME DU MOULIN à 1401 NIVELLES** » *établi par le bureau d'études* « **Bureau Conseil en Géologie** » *en janvier 2022 ;*

Considérant que le bureau d'études souligne que le forage initialement prévu au point de coordonnées Lambert X = 146.387 m et Y = 146.782 m a été déplacé plus à l'Ouest sur la même parcelle (sans consultation préalable des instances du SPW) ;

Considérant que le bureau d'études souligne que pour des raisons d'absence de venues d'eau, le puits initialement prévu pour exploiter la nappe des Sables bruxelliens (prof maximale 60 m) a été approfondi de manière à solliciter la nappe contenue dans les niveaux fissurés et altérés des formations cambriennes constituant le socle paléozoïque du Massif du Brabant (profondeur atteinte 120 m, profondeur utile 109 m) ;

Considérant que l'exploitation du puits est destinée à l'irrigation d'environ 20 à 30 ha/an de cultures de légumes, en rotation annuelle avec des cultures qui ne requièrent pas d'irrigation (type céréales) ; que la surface à irriguer annuellement est répartie sur un parcellaire agricole total du demandeur d'environ 55 ha ;

Considérant que le demandeur projette d'exploiter le nouveau puits pour des débits maximum établis à 40 m³/h, 400 m³/j et 35.000 m³/an ;

Considérant que l'exploitant souligne que la seule alternative pouvant être envisagée est l'approvisionnement en eau par le réseau de distribution publique, bien que celui-ci ne dispose pas d'un débit et surtout d'une pression compatible avec l'irrigation ; que l'exploitant relève que la parcelle agricole concernée s'avère également trop éloignée de tout réseau existant pour pouvoir envisager un raccordement économiquement réalisable ;

Considérant que l'exploitant souligne que l'irrigation sera réalisée de manière parcimonieuse et raisonnée, essentiellement durant les mois d'avril à septembre, et de préférence de nuit ou en début/fin de journée ; que l'irrigation se fera par passes à raison d'environ 8 à 10 h de pompage, uniquement en cas de besoin (période de germination et de sécheresse) ;

Considérant que le demandeur a joint à sa demande un plan figurant le projet de la zone de prise d'eau devant protéger le nouveau puits ; que le projet de zone de prise d'eau semble conforme aux prescriptions de l'article R150 du Code de l'Eau ;

Considérant que le site n'est pas implanté dans une zone de prévention arrêtée ou dans une zone de prévention potentielle de captages connus ou autorisés en activité ;

Considérant que le site se situe dans la zone vulnérable des Sables bruxelliens ;

Considérant qu'à l'aplomb du site d'exploitation de ADF JOLLY Ferdinand et Christophe SASPJ à NIVELLES, un forage devrait rencontrer la succession lithostratigraphique suivante :

- *des dépôts limoneux quaternaires surmontant ;*
- *les sables de la Formation de Bruxelles attribuée au Lutétien ;*
- *les argiles de le Formation de Mons en Pévèle attribuée à l'Yprésien ;*
- *les argiles et argiles sableuses de la Formation de Carnières attribuée à l'Yprésien ;*
- *les schistes et grès des formations cambriennes constituant le socle paléozoïque du Massif du Brabant ;*

Considérant qu'à l'aplomb du site, on devrait rencontrer une succession d'aquifères superposés, séparés par des horizons peu perméables à imperméables ;

- *l'aquifère contenu dans les dépôts limoneux et alluvionnaires quaternaires ;*
- *l'aquifère contenu dans les sables bruxelliens ;*

- *l'aquifère contenu dans les niveaux altérés et fissurés des formations cambriennes du Massif du Brabant ;*

Considérant que les formations argileuses yprésiennes confèrent un caractère captif à la nappe sous-jacentes contenues dans les niveaux altérés et fissurés des formations cambriennes du Massif du Brabant ;

Considérant que le résultat d'une recherche géocentrique, en date du 4 octobre 2023 au départ de la base de données « Dix-sous » de la Direction des Eaux souterraines, centrée sur le site retenu pour implanter le forage et d'un rayon de 1.500 mètres, qui a montré la présence de 7 prises d'eau souterraine en activité ;

Considérant que l'ouvrage Puits Jolly P1 est implanté à 500 m de la tête de de la galerie captante de Lillois exploité par VIVAQUA à des fins de distribution ; que les galeries captantes de Lillois exploitent l'aquifère des Sables bruxelliens et que l'ouvrage Puits Jolly P1 sollicite l'aquifère contenu dans les niveaux altérés et fissurés des formations ordovico-siluriennes du Massif du Brabant sous-jacent ;

Considérant les données hydrogéologiques relatives à l'aquifère des sables bruxelliens, à l'aquifère des niveaux altérés et fissurés des formations ordoviciennes et siluriennes constituant le socle du Massif du Brabant, disponibles à ce jour, et plus particulièrement la carte hydrogéologique de Wallonie 39/7-8 Nivelles - Genappe ;

Considérant que la nappe aquifère des Sables bruxelliens constitue une ressource en eau importante au niveau régional et produit actuellement des débits parfois importants pour la distribution publique ; que cette nappe devrait donc être particulièrement préservée de toute altération ;

Considérant que, compte tenu des plans de gestion du bassin hydrographique de, l'Escaut, adoptés par le Gouvernement wallon en date du 28 avril 2016, la masse d'eau souterraine RWE160 est en bon état quantitatif ;

Considérant que les ouvrages projetés solliciteront la masse d'eau RWE160 du Socle du Brabant ; que cette masse d'eau fait à l'heure actuelle l'objet de prélèvements importants de la part d'opérateurs industriels, de distributeurs et d'opérateurs agricoles ;

Considérant que, vraisemblablement, compte tenu des volumes de prélèvements déjà autorisés dans la nappe aquifère, de l'état des connaissances en termes de réalimentation annuelle moyenne de la nappe, ce volume total des prélèvements autorisés (en ce compris celui de la future prise d'eau) devrait rester suffisamment inférieur au volume annuel moyen de l'alimentation naturelle de la nappe, de manière à garantir le débit d'étiage des cours d'eau alimentés par ladite nappe ;

Considérant que le projet conforme à la zone et indispensable à la poursuite et au développement de l'activité du demandeur ; que la Direction du Développement rural de Wavre a émis un avis favorable au projet en date du 29/08/2023 (réf. : DDR/Wavre/2023/0439) ;

Considérant que Vivaqua a émis un avis favorable en date du 07/09/2023 (réf. : IN 1382358 dossier n° 32924) ; que bien que cette exploitation soit située dans le bassin d'alimentation d'un de leurs

captages d'eau destinée à la consommation humaine, Vivaqua n'a aucune remarque particulière concernant le projet ;

Considérant, en ce qui concerne le recours, que l'habitation du requérant, sise Ferme Smette, 4 à 1461 ITTRE (Haut-Ittre) est implantée au point de coordonnées Lambert X = 145.870m et Y = 146.750m ;

Considérant que l'ouvrage de prise d'eau 39/7/1/014 exploité par ADF JOLLY Ferdinand et Christophe est implanté au point de coordonnées Lambert X = 146.232 m et Y = 146.807m ;

Considérant que dans ces conditions, l'ouvrage de prise d'eau 39/7/1/014 est implanté à environ 372 mètres de l'habitation du requérant ;

Considérant que l'ouvrage de prise d'eau 39/7/1/014 est implanté de manière isolée, dans un environnement purement agricole ; que la zone de prise d'eau imposée par l'article R150 du Code de l'Eau peut être établie ;

Considérant que le requérant relève que le puits exploité par ADF JOLLY Ferdinand et Christophe se situe à 5 mètres de sa propriété et à plus ou moins 30 mètres de son habitation ; que la Direction des Eaux souterraines n'a pas connaissance de l'existence d'un ouvrage de prise d'eau souterraine implanté aux abords proches de l'habitation du requérant ;

Considérant de ce qui précède, que l'installation décrite et dénoncée par le requérant ne peut, dans les faits, correspondre à l'ouvrage 39/7/1/014 Puits Jolly P1 ;

Considérant que la pompe (débit nominal de 45 m^3/h) immergée dans le puits à la profondeur de 104 mètres n'est pas susceptible de générer des vibrations et/ou des nuisances sonores perceptibles en surface et qui plus est à longue distance ;

Considérant que lors de l'essai de longue durée (18 jours au débit moyen de 41,6 m^3/h), le Bureau Conseil en Géologie à Namur, n'a pas relevé de trouble ou d'anomalie pouvant générer des effets perceptibles à la surface du sol ;

Considérant que le SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux Souterraines a rendu un avis favorable conditionnel sur recours confirmant son avis favorable conditionnel rendu en 1ère instance ;

Considérant, en ce qui concerne l'affichage de l'enquête publique, que le rayon de 50 mètres a été dessiné sur la matrice cadastrale permettant ainsi de déterminer les propriétaires des parcelles concernées par la demande, conformément à l'article D.29-10 du Code de l'environnement ;

Considérant que cet article mentionne que :

« Art. D.29-10. § 1er. Pour les projets de catégorie B et C, dans les huit jours de la réception de la décision déclarant le dossier complet et recevable, l'administration communale de la ou des communes sur le territoire desquelles ou de laquelle l'enquête publique est organisée notifie par écrit et individuellement aux propriétaires et occupants des immeubles situés dans un rayon mesuré

à partir des limites de la ou des parcelles cadastrales concernées par le projet, de deux cents mètres pour les projets de catégories B et de cinquante mètres pour les projets de catégorie C, un avis relatif à l'introduction de la demande d'autorisation et à la tenue de l'enquête publique.

La notification aux propriétaires est opérée à domicile et sur la base de la matrice cadastrale disponible au moment du début de l'enquête.

[...] » ;

Considérant que le requérant ne possède aucune parcelle située dans le rayon de 50 mètres de sorte qu'il ne devait pas être prévu de l'enquête publique par courrier ; qu'un affichage est suffisant ; que tel fut le cas ;

Considérant, par conséquent, qu'il n'y a pas de vice de procédure ;

Considérant, en ce qui concerne les « puits illégaux », qu'un agent du DPC (M. Delferrière Sébastien) s'est rendu, en date du 13 juillet 2023, sur l'exploitation ADF Jolly (sur les parcelles sises entre la ferme et la N28) pour une suspicion d'absence de permis pour plusieurs forages ;

Considérant qu'en arrivant sur place, il a été constaté qu'un puits de captage d'eau était bien présent sur place, et dispose d'un permis (classe 2) de forage daté du 4 juin 2019 ; que les autres « trous » présents sur les parcelles sont en réalité des tirants (et non des puits) permettant de prendre de l'eau à différents endroits de la parcelle via un réseau de distribution (canalisation) réalisée sur l'exploitation ;

Considérant que ces tirants ne sont pas classés par une rubrique de classement de sorte que l'exploitant ne doit pas introduire une demande de permis d'environnement ou de permis unique ; qu'on ne peut, dès lors, pas imposer des conditions d'exploitation ;

Considérant que l'article 51 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement stipule :

« **Art. 51.** Lorsque le permis a pour objet la transformation ou l'extension d'un établissement, il est accordé pour un terme expirant au plus tard à la date d'expiration du permis portant sur l'établissement originaire. » ;

Considérant qu'il convient, par conséquent, de faire correspondre le permis d'environnement sollicité à l'échéance fixée par l'autorisation n° 05930949 en cours de validité délivrée par le Collège communal en date du 3 juin 2019, à savoir le 12 mars 2039 ; que cette échéance fait partie intégrante de la présente décision ;

Considérant que l'autorité qui statue sur une demande de permis d'exploiter ne peut fonder sa décision que sur des motifs en rapport avec la nature dangereuse, insalubre ou incommode de l'établissement ;

Considérant qu'il appartient au fonctionnaire chargé de la surveillance de vérifier le respect des conditions contenues dans l'autorisation et d'initier les dispositions prévues par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement et l'arrêté portant conditions générales en cas d'infraction dûment constatée ;

Considérant qu'en ce qui concerne les inconvénients non visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il y a lieu d'observer que l'autorisation administrative accordée dans le cadre dudit décret est indépendante des autorisations spéciales éventuellement requises en vertu d'autres obligations légales ou réglementaires et du respect des règlements généraux et communaux en vigueur ;

Considérant que ladite autorisation administrative ne préjudicie pas au droit des tiers, lesquels peuvent recourir aux juridictions civiles ordinaires ;

Considérant que les prescriptions et conditions auxquelles est subordonné le permis sont suffisantes pour d'une part, garantir la protection de l'homme, de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients que l'établissement est susceptible de causer à l'environnement, à la population vivant à l'extérieur de l'établissement et aux personnes se trouvant à l'intérieur de celui-ci, sans pouvoir y être protégées en qualité de travailleur, ainsi qu'assurer le bien-être animal et d'autre part, rencontrer les besoins sociaux, économiques, patrimoniaux et environnementaux de la collectivité ; » ;

Considérant que l'autorité de recours se rallie à l'avis du Fonctionnaire technique sur recours ;

Considérant que, pour le surplus, dans le cadre d'une gestion parcimonieuse et raisonnée de la ressource en eaux souterraines de la Région wallonne, les dispositifs de type " canon par aspersion ", tels que prévus dans la demande, ne sont plus acceptables eu égard à leur piètre efficacité en matière de consommation raisonnée des eaux captées ; que, seuls les systèmes les plus économes en eau doivent être autorisés ;

Considérant que la solution de l'utilisation d'un groupe électrogène diesel pour alimenter la pompe en électricité, si elle peut être admise pour la phase de tests, ne constitue plus, aujourd'hui, une solution pérenne qui pourrait être accepté dans le cadre du permis de prise d'eau ; qu'il est absolument nécessaire d'étudier et d'inclure une solution "verte" d'alimentation électrique ; que cette solution, outre plus écologique, supprime le bruit et le danger de pollution généré par le remplissage du réservoir du groupe électrogène ;

Considérant qu'il s'indique, en conséquence, de renforcer les conditions d'exploitation proposée par l'Administration afin de prendre en compte les effets du changement climatique et d'utiliser l'eau de manière parcimonieuse et raisonnée ;

Considérant, pour simplifier la compréhension de l'arrêté, qu'il y a lieu d'abroger l'arrêté querellé dans son entièreté et de reprendre l'ensemble des conditions d'exploiter dans la présente décision ;

Pour les motifs cités ci-dessus,

ARRÊTE :

Article 1. Le recours introduit par Monsieur De Bolle Frans, ferme Smette, 4 à 1461 HAUT-ITTRE, contre le rapport de synthèse de 1ère instance du 20 novembre 2023, faisant office de décision accordant à ADF JOLLY Ferdinand et Christophe, rue de la Montagne, 5 à 1460 ITTRE, un permis d'environnement pour exploiter, suite aux essais de pompage réalisés, une prise d'eau (puits Jolly P1) d'un débit annuel de 35.000 m³, destinée à l'irrigation de cultures (légumes et céréales), situé dans un établissement situé campagne de la ferme du moulin à 1401 NIVELLES (Baulers), est DECLARE RECEVABLE.

Article 2. §1er. Le rapport de synthèse de 1ère instance du 20 novembre 2023, faisant office de décision, accordant à ADF JOLLY Ferdinand et Christophe, rue de la Montagne, 5 à 1460 ITTRE, un permis d'environnement pour exploiter, suite aux essais de pompage réalisés, une prise d'eau (puits Jolly P1) d'un débit annuel de 35.000 m³, destinée à l'irrigation de cultures (légumes), situé dans un établissement situé campagne de la ferme du moulin à 1401 NIVELLES (Baulers), est ABROGE.

§2. Le permis d'environnement sollicité est ACCORDE pour un terme expirant le 12 mars 2039 conformément aux conditions d'exploiter jointes dans le présent dispositif et aux plans joints en annexe de la présente décision.

Article 3. Sont **autorisés**, les bâtiments, installations, activités, procédés et dépôts principaux suivants :

Installations		Quantité nominale	Quantité autorisée	Statut
I001	Forage et équipement du « Puits Jolly P1 » (trou de forage existant)			NOUVEAU
I002	Exploitation du « Puits Jolly P1 » (pompe immergée en profondeur)	40 m³/h	35.000 m³/an	NOUVEAU
I003	Groupe électrogène (alimentation électrique autonome)	60 kVA	Nominale	NOUVEAU

Dépôts de substances et/ou mélanges		Quantité autorisée	Statut
DS001	Réservoir externe pour groupe électrogène (alimentation électrique autonome)	2500 l	NOUVEAU

Article 4. Sont **autorisées** les installations et/activités visées par les rubriques suivantes :

N° 41.00.03.02 - Classe 2
Installation pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine d'une capacité de prise d'eau supérieure à 10 m³/jour ou à 3.000 m³/an et inférieure ou égale à 10.000.0000 m³/an.

Article 5. Les conditions applicables à l'établissement sont les suivantes :

1. **Le Règlement général sur les installations électriques rendues obligatoires dans les établissements dangereux, insalubres ou incommodes par l'arrêté royal du 2 septembre 1981 ;**

2. **Le Règlement Général pour la Protection du Travail (Titres II et III) [prescriptions non abrogées] ;**

3. **L'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;**

4. **L'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine.**

Ces conditions peuvent être consultées sur le site http://environnement.wallonie.be.

Article 6. Les conditions d'exploitation particulières applicables à l'établissement sont les suivantes :

1. **Conditions relatives aux nuisances sonores :**

Art.1er. *Le groupe électrogène faisant fonctionner le dispositif de la prise d'eau « PUITS JOLLY P1 », référencée comme 39/7/1/014 dans la banque de données de la Direction des Eaux souterraines, exploitation n° 2023/2/C/00006, est insonorisé et le plus silencieux possible.*

Son niveau de la pression sonore Lp à 1 m est toujours égale ou inférieur à 91 dB(A).

Art.2. *L'exploitant présente les fiches techniques attestant les niveaux sonores du groupe électrogène à la demande du Fonctionnaire chargé de la surveillance territorialement compétant.*

Art.3. *Sans préjudices des exigences et obligations fixées par le Code de l'Eau, l'exploitant doit positionner le groupe électrogène à plus de 300 m de distance des habitations des tiers.*

Art.4. *Avant la mise en œuvre du présent permis, l'exploitant fait réaliser, par un laboratoire agréé dans le cadre de la lutte contre le bruit, une campagne de mesures permettant de vérifier le respect, en tout temps lors du fonctionnement des installations, des conditions générales d'exploitation des*

établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement. Le rapport de campagne de mesures est envoyé aux collèges communaux compétents, au Fonctionnaire technique et au Fonctionnaire chargé de la surveillance pour information.

2. Conditions relatives à la résilience hydrique :

« ***ESO : OUVRAGE DE PRISE D'EAU SOUTERRAINE***

ESO 1. §1er. *L'ouvrage de prise d'eau, dénommé « PUITS JOLLY P1 » et référencé 39/7/1/014 (exploitation n° 2023/2/C/00006) dans la banque de données de la Direction des Eaux souterraines, consiste en un puits foré de 109 mètres de profondeur et de 250 mm de diamètre en fond de trou. Le puits est équipé au diamètre de 180/163 d'un tubage PVC aveugle entre 0 et 74 mètres et d'un tube crépiné entre 74 et 109 mètres. Une chambre aveugle est aménagée entre 102 et 106 m de manière à accueillir la pompe. Le puits est équipé d'une pompe immergée présentant un débit nominal de 40 m³/h.*

§ 2. *L'emplacement prévu pour le forage est situé sur le territoire de la commune de NIVELLES, CAMPAGNE DE LA FERME DU MOULIN à 1401 NIVELLES sur la parcelle cadastrée NIVELLES 1ère Division, Section B, n° 12E, au point de coordonnées Lambert X = 146.380 et Y = 146.800.*

ESO 2. §1er. *L'eau est prélevée dans la nappe contenue dans les niveaux altérés et fissurés des formations cambriennes constituant le socle du Massif du Brabant.*

§2. *La prise d'eau souterraine est destinée à l'**irrigation** pour **100 % de légumes tel que précisé sur le plan d'implantation (30 Ha) en rotation annuelle avec des cultures de type céréales non irriguées.***

§3. *Le volume d'eau soutiré ne peut excéder **40** m³/h, **400** m³/j et **35.000** m³/an.*

§4. *L'irrigation sera réalisée de manière parcimonieuse et raisonnée durant les mois d'avril à septembre, la nuit ou en début/fin de journée. L'irrigation se fera en cas de besoin (période de germination et de sécheresse avérée). La technique d'irrigation sera la plus efficiente et économe en eau possible selon les meilleures techniques disponibles. Elle devra être validée préalablement par le Fonctionnaire technique.*

ESO 3. §1er. *Un dispositif de comptage du volume d'eau prélevé doit être installé sur la conduite de refoulement de l'eau pompée à la sortie immédiate du puits. Il doit être conforme à la réglementation en la matière.*

L'exploitant tient à disposition de la Direction des Eaux Souterraines du Département de l'Eau et de l'Environnement du SPW, Promibra II, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR, l'attestation de conformité et d'étalonnage du compteur d'eau installé.

§2. *L'exploitant de la prise d'eau est tenu de déclarer annuellement et au plus tard le 31 mars, le volume d'eau prélevé au cours de l'année précédente à la Direction des Instruments économiques et Outils financiers, en complétant le formulaire que cette dernière lui aura envoyé préalablement.*

ESO 4. §1er. *Un robinet pour la prise d'échantillons d'eau doit être installé sur la conduite de refoulement de l'eau pompée à la sortie immédiate du puits. Il doit permettre aux agents désignés par le Gouvernement wallon la prise éventuelle d'échantillons représentatifs de l'eau brute.*

§2. *Un repère altimétrique identifié comme tel, inamovible, inaltérable, bien visible et d'utilisation aisée doit être lié à l'ouvrage.*

ESO 5. *L'ouvrage de prise d'eau et les installations de surface sont réalisés et aménagés de manière à éviter toute contamination de la nappe d'eau souterraine et de l'eau prélevée.*

ESO 6. *L'accès à l'ouvrage de prise d'eau est défendu à toute personne étrangère à son exploitation au moyen d'un dispositif étanche comportant un couvercle ou une porte, muni d'un système de fermeture à clef.*

ESO 7. §1er. *Une zone de prise d'eau est établie autour de l'ouvrage de prise d'eau souterraine ; elle est délimitée par la ligne située à une distance de dix mètres des limites extérieures des installations de surface strictement nécessaires à la prise d'eau.*

§2. *La zone de prise d'eau est aménagée de telle façon que les eaux de ruissellement provenant de la zone elle-même puissent s'en échapper et que les eaux de toute nature provenant de l'extérieur de la zone ne puissent y pénétrer ni s'accumuler à sa périphérie.*

§3. *Lorsque la zone de prise d'eau est accessible à des personnes étrangères à l'exploitation de la prise d'eau, un panneau conforme au modèle repris ci-après est apposé de manière à être visible depuis tous les accès à la zone de prise d'eau.*

ESO 8. *Sont interdites dans la zone de prise d'eau toute activité et installation susceptibles de contaminer la nappe souterraine ou l'eau prélevée, notamment :*

1° les réservoirs et les stockages d'hydrocarbures ;

2° les stockages et les épandages souterrains et en surface d'effluents domestiques ;

3° les stockages et les épandages d'effluents d'élevage ;

4° les stockages et l'utilisation de toutes substances susceptibles de rendre l'eau impropre à la consommation ;

5° l'arrêt et le stationnement de tout véhicule et autres engins motorisés ;

6° l'usage de produits phytosanitaires ;

7° les locaux d'élevage de tous types d'animaux ;

8° les rejets d'eaux usées ou épurées.

ESO 9. §1er. *L'abandon du projet ou l'arrêt définitif de l'exploitation est déclaré à la Direction des Eaux souterraines, qui pourra demander que l'ouvrage soit mis à sa disposition pour servir à des contrôles piézométriques et/ou qualitatifs.*

§2. Si ce n'est pas le cas, le puits est remblayé aux frais de l'exploitant selon les prescriptions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 février 2009 déterminant les conditions intégrales relatives aux installations pour la prise d'eau souterraine potabilisable ou destinée à la consommation humaine et aux installations pour la prise d'eau souterraine non potabilisable et non destinée à la consommation humaine.

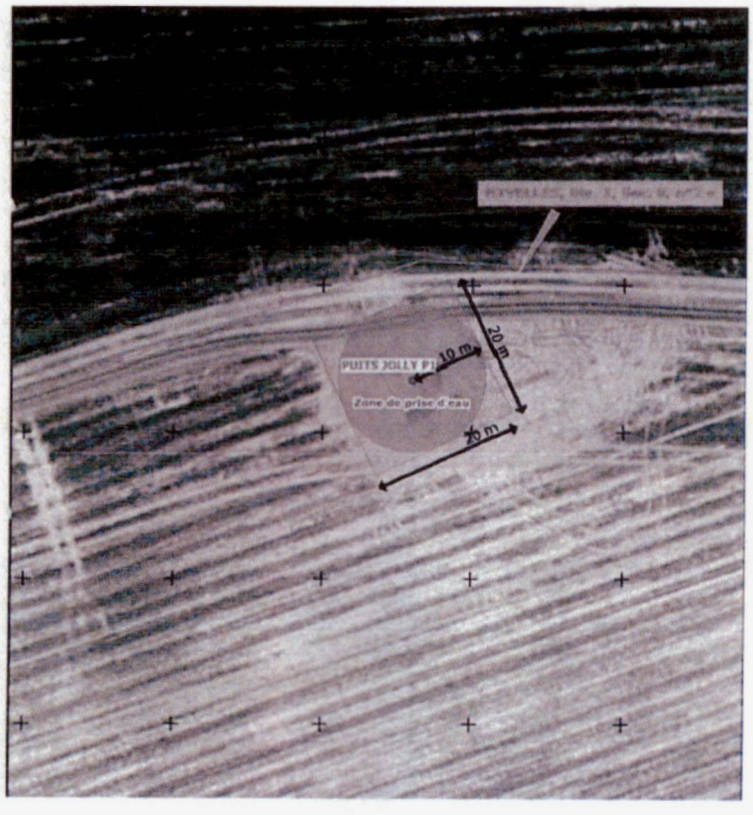
ESO 10. *L'exploitant est tenu de signaler dans les meilleurs délais, tout incident ou accident susceptible de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines, la mise en évidence d'une pollution des eaux souterraines, ainsi que les premières mesures prises pour y remédier, à la Direction des Eaux souterraines, 15, Avenue Prince de Liège à 5100 Jambes (Namur) et à la Direction extérieure de Mons du Département de la Police et des Contrôles.*

ESO 11. ***§1er.*** *Sans préjudice des compétences dévolues au Département de la Police et des Contrôles, la Direction des Eaux souterraines est habilitée à tout moment à contrôler sur place l'état du chantier et des installations, et le respect des conditions d'autorisation.*

§2. *Toute modification des travaux prévus doit préalablement être signalée au Service extérieur de Mons de la Direction des Eaux souterraines, 16, Rue Achille Legrand à 7000 Mons.*

ESO 12. *L'exploitant met en place, dans les 12 mois de la présente décision, une solution "verte" de production d'électricité pour faire fonctionner la pompe. Ce délai peut être adapté en cas d'impossibilité technique démontrée et validée par le Fonctionnaire technique.*

Implantation et zone de prise d'eau du PUITS JOLLY P1 (I1-I2)



Modèle de panneau à apposer sur les voies d'accès à la zone de prise d'eau



Article 7. L'exploitant est tenu :

- de prendre toutes les précautions nécessaires pour éviter, réduire ou remédier aux dangers, nuisances et inconvénients de l'établissement ;

- de signaler immédiatement à l'autorité compétente tout cas d'accident ou d'incident de nature à porter préjudice aux intérêts visés à l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

- de fournir toute l'assistance nécessaire pour permettre aux fonctionnaires et agents compétents de mener à bien leurs actions visées aux articles D.146 et D.162 du Code de l'environnement ;

- de conserver, sur les lieux même de l'établissement où à tout endroit convenu avec l'autorité compétente, l'ensemble des permis ou déclarations en vigueur, toutes décisions prescrivant des conditions complémentaires d'exploitation, ainsi que le registre des modifications intervenues et la liste des incidents et accidents visés au point b ;

- de conserver également aux mêmes lieux, tous les rapports, certificats et procès-verbaux émanant d'organisme de contrôle, de visiteurs ou d'experts, et ayant trait à la sécurité ou la salubrité publique ;

- d'informer l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de toute cessation d'activité au moins 10 jours avant cette opération sauf cas de force majeure ;

- d'informer l'autorité compétente, le fonctionnaire technique et les fonctionnaires et agents désignés par le Gouvernement de la déclaration de la faillite dans les 10 jours de son prononcé sauf cas de force majeure ;

- de remettre en état le site, en fin d'exploitation, conformément à l'article 1er, 13° du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

- de porter à la connaissance de l'autorité compétente, du collège communal et du fonctionnaire technique, au moins 15 jours à l'avance, la date fixée pour la mise en œuvre du permis.

Article 8. Mention du présent arrêté est faite au registre des permis dont question à l'article 36 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en marge de l'arrêté dont appel.

Article 9. Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir, peut être porté devant le Conseil d'État contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'État, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

Article 10. Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article D.29-22 du livre Ier du Code de l'environnement.

Article 11. La décision est notifiée :

En expédition conforme selon les dispositions de l'article 176 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement au :

- Demandeur : ADF JOLLY Ferdinand et Christophe, rue de la Montagne, 5 à 1460 ITTRE ;

- Requérant : De Bolle Frans, Ferme Smette n° 4 à 1461 ITTRE (Haut-Ittre) ;

- Fonctionnaire technique du SPW ARNE – DPA – Direction extérieure de CHARLEROI, rue de l'Écluse n° 22 à 6000 CHARLEROI ;

- Collège communal de Braine-l'Alleud, avenue du 21 juillet n° 1 à 1420 BRAINE-L'ALLEUD ;

- Collège communal d'Ittre, rue de la Planchette n° 2 à 1460 ITTRE ;

- Collège communal de Nivelles, place Albert Ier n° 2 à 1400 NIVELLES ;

- SPW ARNE - DPC – Direction extérieure de CHARLEROI, rue de l'Écluse n° 22 à 6000 CHARLEROI.

En copie libre et par pli ordinaire, ou par courrier électronique aux instances d'avis consultées :

- Vivaqua, boulevard de l'Impératrice n° 17/19 à 1000 BRUXELLES ;
- SPW ARNE - DRCB - Direction du Développement rural - Wavre, avenue Einstein n° 12 à 1300 WAVRE ;
- SPW ARNE - DEE - Direction de la Prévention des Pollutions - Cellule Bruit, avenue Prince de Liège, 15 à 510 JAMBES ;
- SPW TLPE – DATU – Direction juridique, des Recours et du Contentieux, rue des Brigade d'Irlande, 1 à 5100 JAMBES ;
- SPW ARNE - DEE - Direction des Eaux Souterraines de Mons, rue Achille Legrand n° 16 à 7000 MONS ;
- SPW TLPE - DATU - Direction du Brabant wallon - Urbanisme, avenue Einstein n° 12 (2ème étage) à 1300 WAVRE.

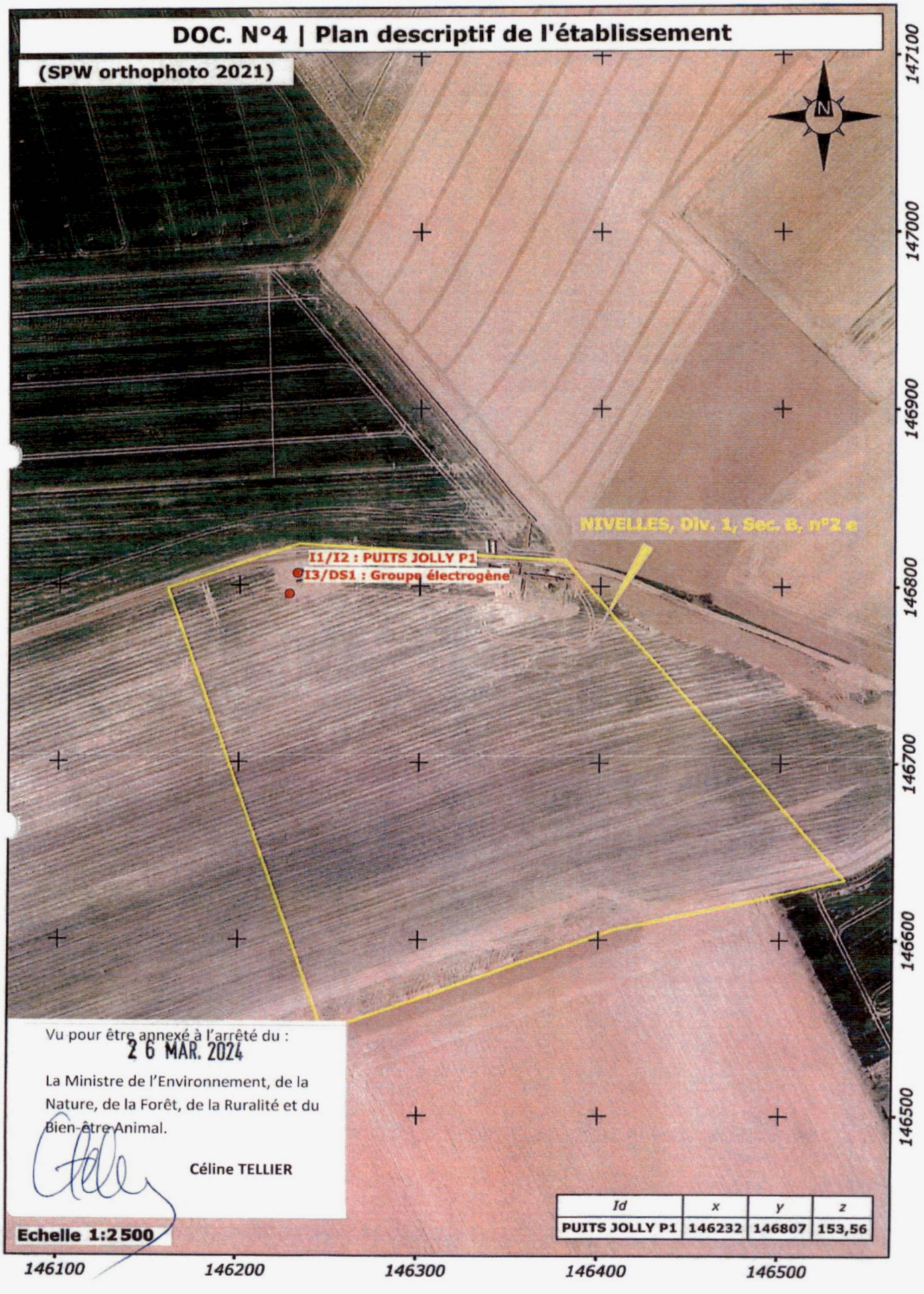
NAMUR, le 26 MAR. 2024

La Ministre de l'Environnement,

Céline TELLIER

Annexes : Plans d'implantation (3)

DOC. N°4 | Plan descriptif de l'établissement



Vu pour être annexé à l'arrêté du :
26 MAR. 2024
La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être Animal.

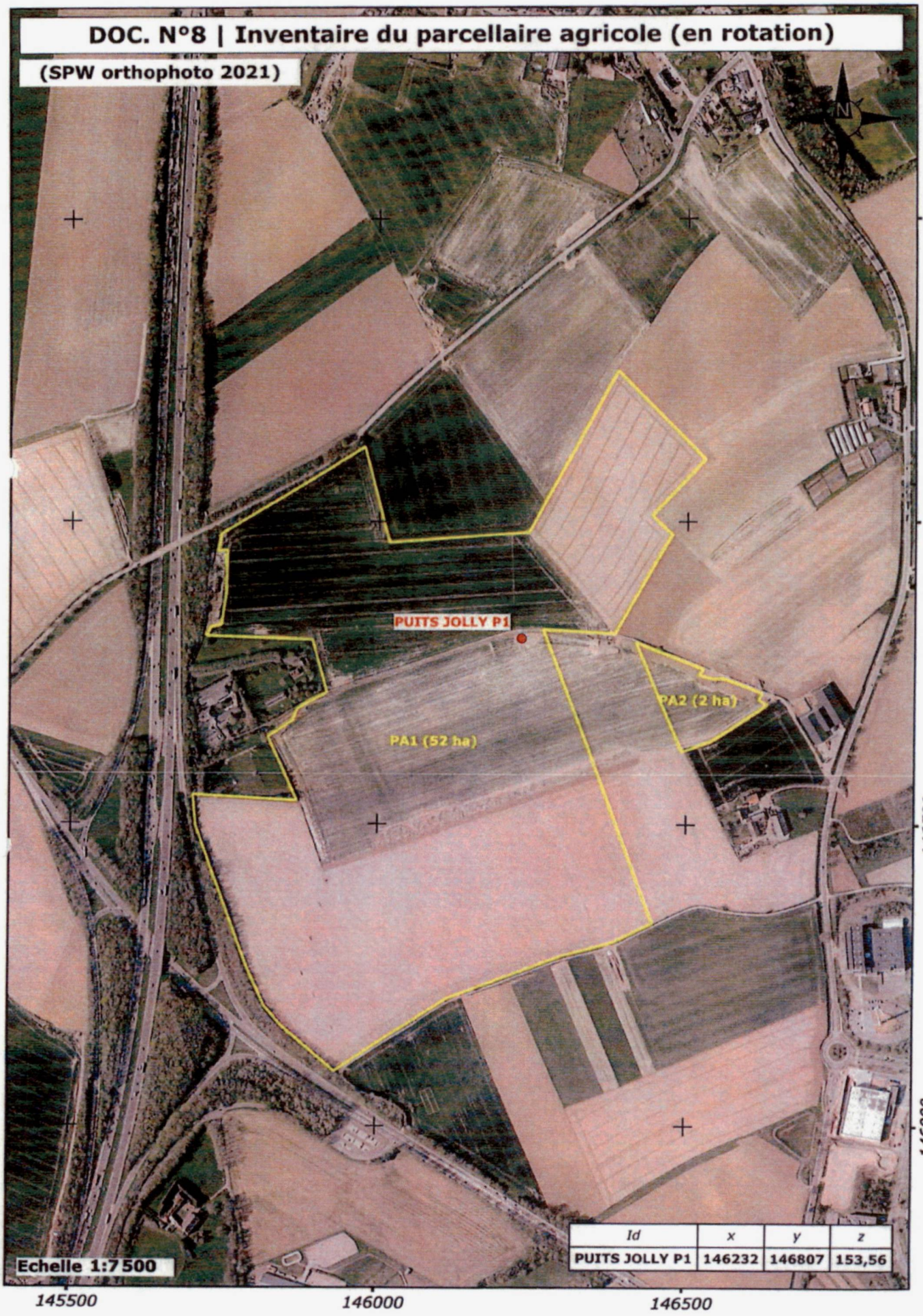
Céline TELLIER

Echelle 1:2 500

Id	x	y	z
PUITS JOLLY P1	146232	146807	153,56


DOC. N°7 | Délimitation de la zone de prise d'eau (vue détaillée)
(SPW orthophoto 2021)
N
NIVELLES, Div. 1, Sec. B, n°2 e
PUITS JOLLY P1
10 m
20 m
Zone de prise d'eau
20 m
Id | x | y | z
PUITS JOLLY P1 | 146232 | 146807 | 153,56
Echelle 1:500
146880
146860
146840
146820
146800
146780
146760
146180
146200
146220
146240
146260

DOC. N°8 | Inventaire du parcellaire agricole (en rotation)



Id	x	y	z
PUITS JOLLY P1	146232	146807	153,56